

lundi, 25 février 2013

---

## LE MINISTERE DE L'INJUSTICE

---

### Commentaires

---



Présenter la délinquance des "jeunes" comme le résultat mécanique de la misère et du chômage, c'est s'épargner de voir ce qui, dans la logique même du système d'accumulation du capital, légitime en profondeur leur attitude : des valeurs exclusivement orientées vers le profit et la réussite matérielle, le spectacle de l'argent facile, dont l'exemple vient d'en haut.

La désintégration des banlieues résume à elle seule la décomposition du monde occidental. Les immigrés souffrent d'une crise d'identité dans une société qui ne sait plus elle-même qui elle est, d'où elle vient ni où elle va. On s'étonne qu'ils méprisent le pays où ils vivent, mais ce pays est incapable de donner de lui-même une définition.

Écrit par : Thulé | lundi, 25 février 2013

---



Notre société est en effet en crise grave dans presque tous les domaines les plus essentiels. Si, donc, les immigrés s'y trouvent mal, ce que l'on peut comprendre, ils ont toute liberté d'aller ailleurs. Désolé de la simplicité de cette remarque qui me paraît aller sans dire. (Mais 'ce qui va sans dire, va encore mieux en le disant" ...).

Écrit par : Anatole | lundi, 25 février 2013

---



Je regardais la télé hier : je suis tombé, au hasard des changements de chaînes, sur un reportage concernant les BAC. A un moment, on suit l'ensemble de l'interpellation d'un réseau : cela prend plusieurs mois de filatures, repérages etc. puis la BAC passe à l'action et arrête tout le monde (je résume, évidemment). Malgré le floutage, impossible de ne pas voir que les mains sont noires et que, pour les autres, le seul accent (!) indique clairement une certaine origine géographique. Un des vendeurs, mineur, est "serré" avec plusieurs milliers d'euros sur lui. La voix "off" dit, calmement, "des réseaux comme celui-là, qui opèrent en plein jour et ont pignon sur rue, il y en a des milliers en France...".

Retour à ce Malamine et à ce Mehdi : avec quel argent, à leur jeune âge, peuvent-ils se payer un 4/4 dont les journalistes nous disent que la location, à la journée, dépasse les mille euros ? Nous connaissons tous la réponse...

Ce dont la France a un besoin urgent, c'est d'un gigantesque coup de balai. Tous ces "gens-là" doivent partir, de gré ou de force. On vient de perdre Boris et Cyril, peut-être va-t-on perdre Frédéric, mais on garde Malamine et Mehdi. Tant que les choses continueront à se passer comme cela, ce sont ces évènements qui hurleront pour nous ce qu'il faut faire : dé-poubelliser la France....

Écrit par : academos | lundi, 25 février 2013

---



Le jour ou la camarade citoyenne ministresse TAUBIRA ou un de ses proches aura affaire aux voyous, peut-être que ce jour là, elle deviendra une vraie réactionnaire, c'est à dire qu'elle demandera le châtement des coupables. En attendant, "certainement bien logée" elle continue à nous jouer du «Rousseau" c'est la faute de la société qui rends les gentils voyous coupables.

Je ne vous apprend rien, c'est quasiment du pléonasme.

Écrit par : SETADIRE | lundi, 25 février 2013

---



Destituer de la nationalité française les jeunes issus de l'immigration dès la seconde incartade, les renvoyer dans le Pays d'origine des parents, là bas ils appliquent la charia et ils y regarderont à deux fois avant de récidiver.

Trop de laxisme en France, en Europe, si ça continue nous ne pourrons plus vivre en paix dans notre propre Pays.

Tous ces jeunes qui sont arrêtés ne parlent qu'un français approximatif, ils sont très "colorés" et d'autre part, ne se fonde pas du tout dans nos écoles ou ils y mettent une insécurité flagrante sans compter qu'ils refusent d'apprendre et perturbent les cours.

Taubira ne comprend rien à la France et ferait mieux de retourner sur son Ile.

Écrit par : Washie | lundi, 25 février 2013

---

[Répondre à ce commentaire](#)



Les flics de la BAC ne sont pas non plus des anges. L'on sait que leurs rapports avec les réseaux criminels sont parfois ambigus, douteux, et notre propre histoire politique ne fait pas d'eux nos amis ... Ne tombons donc pas dans le travers d'une sensiblerie pro-flics.

Bref, je ne me réjouis pas de la mort de Boris Voelckel et Cyril Genest, je compatis même au deuil de leurs familles, comme tout le monde (ça ne coûte pas très cher, il est vrai) mais ce ne sont pas, pour moi, "Boris et Cyril"; je n'irai pas jusqu'à les appeler pas par leur prénom. Ce sont deux fonctionnaires de police morts en service.

Néanmoins un grand coup de balai dans les milieux criminels est évidemment une urgence. Tout le monde sait qu'ils se composent, en très grande majorité, d'immigrés ou enfants d'immigrés. Eric Zemmour a failli être condamné (ou peut-être l'a-t-il été) et chassé du Figaro, pour l'avoir écrit; il a fallu Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre socialiste de l'Intérieur, pour le soutenir et pour confirmer que ce qu'affirmait Zemmour était, simplement, la vérité.

Tant que la loi française ne permettra pas l'expulsion des étrangers délinquants vers leur pays d'origine et la déchéance de la nationalité française, suivie de l'expulsion vers leur pays d'origine, des délinquants

"français" par acquisition de nationalité, ainsi, peut-être que leurs parents, lorsque leurs enfants délinquants sont mineurs au moment des faits, le grand coup de balai en question ne sera pas possible et la chasse aux délinquants sera de peu d'effets.

Ce serait, alors, aux policiers, dont c'est le métier, de les pourchasser, à la Justice de rendre ses arrêts en conséquence, aux agents de la force publique de pourvoir à l'exécution des dites décisions de Justice. Etc.

Tant que Droite et Gauche confondues (le Pays Légal) s'y refuseront, la France ne sera pas un pays défendu. Il s'agit d'un problème de police, si l'on veut, mais de la compétence du pouvoir politique.

Quant à l'argutie consistant à "légitimer" la criminalité que l'on sait par les vices actuels de la société française (et pas que française, bien-sûr), elle doit être rejetée. Si la France est malade, les immigrés n'ont qu'à en partir. Et ce n'est, malheureusement, pas ce qu'ils font.

Écrit par : Anatole | lundi, 25 février 2013

---



Le dilemme "exclusion ou assimilation", mis en avant tant par les partisans de l'une que par les avocats de l'autre, est tout aussi réducteur que celui qui nous somme de choisir entre l'idéologie du bunker et l'univers des "cosmopotes", l'autochtone borné et le "touriste universel". Il existe forcément une autre voie.

Écrit par : Thulé | lundi, 25 février 2013

---



Thulé fait bien de penser à une troisième voie. (Il n'est pas le seul). Si l'on veut conserver, chez nous, des délinquants étrangers ou d'origine étrangère, bravo ! Nous ne pouvons rien pour ceux qui le pensent.

Pour le reste, la solution toute simple est d'intégrer à la France - et à sa civilisation - ceux des immigrés qui sont intégrables.

Écrit par : Anatole | lundi, 25 février 2013

---



Une expérience de plus de quarante ans passés: j'étais étudiant et je révisais dans la maison de la ferme lorsqu'un individu est venu voler du matériel de jardin, il y en avait pour environ 1500 FR de l'époque (peut être aujourd'hui le même nombre d'euro avec l'évolution de la monnaie). J'ai porté plainte contre lui avec constitution de partie civile pour ne pas avoir un classement sans suite. En correctionnel, j'ai entendu le jeune substitut dire "qu'il demandait l'indulgence du tribunal parce que l'individu avait un casier pas très chargé".

Mais qu'est-ce qu'un casier chargé? Je lui connaissais au moins 13 condamnations. Vous me direz que ce n'est pas un gros larcin, oui mais imaginez qu'il en fasse deux ou trois par semaine sans être pris ?

Épilogue : il fut condamné à un peu de prison vers octobre si ma mémoire est bonne. Mais il la fit en période de grand froid, ce qui était tout gagné pour lui.

A part pour les automobilistes, le système judiciaire est plus favorable aux prévenus qu'aux victimes; c'est bien dommage.

Écrit par : claudes | mardi, 26 février 2013

---